

NATIONS UNIES
INSTITUT AFRICAÏN
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET DE PLANIFICATION

DAKAR

NUMERISE-AGS-RM

CS/2703-3 (a)

S5086

38

SEMINAIRE DE COTONOU

LES PROBLEMES DE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

COTONOU DU 6 au 17 OCTOBRE 1975

GENESE ET DEVELOPPEMENT DU

SOUS-DEVELOPPEMENT

par

Samir AMIN

OCTOBRE 1975.

11

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

1875

GENESE ET DEVELOPPEMENT DU
SOUS-DEVELOPPEMENT

I. UNE THEORIE DE LA TRANSITION AU CAPITALISME PERIPHERIQUE

Les écrits de Marx sur les sociétés non européennes sont brefs : quelque quatre cents pages, dont la plus grande partie constituée par des articles du New York Daily Tribune axés sur les problèmes du jour - la révolte des Cipayes et celle des Taïpings, le commerce de l'opium - et souvent examinés du seul point de vue de la politique intérieure anglaise. Marx ne traite qu'accessoirement des problèmes de la société asiatique et de sa transformation en cours sous l'effet de la colonisation. Il y aborde trois ordres de problèmes.

Marx discute parfois de la nature de la société "asiatique" précoloniale, notamment dans le passage des Grundrisse où il formule le concept de mode de production asiatique. Il insiste sur l'obstacle que la communauté villageoise - l'absence de propriété privée du sol - oppose au développement du capitalisme. Il y a là une intuition géniale, lorsqu'on pense à l'état des connaissances de l'époque sur les sociétés non européennes.

S'agissant de la transformation que la colonisation apporte à ces sociétés, notamment en Inde, Marx estime qu'elle conduira l'Orient à un développement capitaliste achevé. Il rappelle certes que la politique coloniale s'y oppose, et qu'elle interdit l'industrie à la colonie, après y avoir détruit l'artisanat. Mais il pense qu'aucune force ne pourra longtemps empêcher les développement local du capitalisme sur le modèle européen. L'article consacré aux "résultats futurs de la domination britannique dans l'Inde" est explicite sur ce point : au pillage de l'Inde par l'aristocratie anglaise et le capital mercantile succédera son industrialisation par la bourgeoisie industrielle de la métropole ; le chemin de fer induira des industries autocentrées. Marx en est tellement sûr qu'il craint que l'Orient

bourgeois, achevé, ne finisse par compromettre le triomphe de la révolution socialiste en Europe. Il écrit : "Sur le continent (européen), la révolution est imminente et assumera immédiatement un caractère socialiste. N'est-elle pas condamnée à être écrasée dans ce petit coin du monde, si l'on considère que sur un territoire bien plus grand le mouvement de la société bourgeoise est toujours ascendant?"

En fait, les monopoles, dont Marx ne pouvait imaginer l'essor, vont empêcher qu'un capitalisme local, qui se constitue effectivement, puisse les concurrencer : le développement du capitalisme à la périphérie restera extraverti, fondé sur le marché extérieur ; il ne pourra dès lors pas conduire à un épanouissement achevé du mode de production capitaliste à la périphérie. Ecrivant dans cette période précoce de la colonisation, Marx ne saisit que les mécanismes de l'accumulation primitive au bénéfice du centre du type mercantiliste, lesquels tirent à leur fin, et qu'il considère pour cette raison comme la préhistoire du capital.

Il reste qu'il entrevoit l'autre issue possible : la société orientale prolétarisée au bénéfice du centre, celui-ci - prolétariat inclus - s'embourgeoisant : la périphérie deviendrait la force révolutionnaire essentielle. Il parle des "millions d'ouvriers, condamnés à périr dans les Indes orientales, pour procurer, au million et demi de travailleurs en Angleterre dans la même industrie, trois années de prospérité sur dix"...

Quant à nous, nous avancerons, à propos de la théorie de la transition à l'économie capitaliste périphérique, les neuf thèses suivantes :

1. La théorie économique s'occupe épisodiquement des problèmes de la "transition de l'économie de subsistance à l'économie monétaire". Mais, en réalité, le modèle de la transition au capitalisme périphérique est fondamentalement différent de celui de la transition au capitalisme central. En effet, l'agression commerciale extérieure du mode de production capitaliste sur les formations précapitalistes entraîne certaines régressions décisives, comme la ruine de l'artisanat, auquel ne se substitue pas une production industrielle locale : la crise agraire du Tiers Monde contemporain est dans une large mesure la conséquence de ces régressions. L'investissement ultérieur du capital étranger ne permet pas de les corriger, à cause de l'orientation extravertie des industries créées à la périphérie.

2. La spécialisation internationale inégale se manifeste par trois ordres de distorsions dans l'orientation du développement de la périphérie. La distorsion en direction des activités exportatrices (l'extraversion), décisive, ne procède pas de l'"insuffisance du marché intérieur", mais de la supériorité des productivités au centre dans tous les domaines, qui oblige la périphérie à se cantonner dans le rôle de fournisseur complémentaire des produits agricoles exotiques et les produits miniers. Lorsque, à la suite de cette distorsion, le niveau des rémunérations du travail à la périphérie sera devenu inférieur, à productivité égale, à celui du centre, un développement limité d'industries destinées au marché intérieur de la périphérie deviendra possible, en même temps d'ailleurs que l'échange sera devenu inégal. Le modèle ultérieur de l'industrialisation par substitution d'importations, comme celui, encore embryonnaire, de la nouvelle division internationale du travail au sein de la firme transnationale, ne modifient pas les conditions essentielles de l'extraversion, mêmes s'ils en transforment les formes.

3. Cette première distorsion entraîne une deuxième : l'hypertrophie du tertiaire à la périphérie, dont ne rendent compte ni l'évolution de la structure de la demande ni celle des productivités. Au centre, cette hypertrophie traduit les difficultés de réalisation de la plus-value inhérente au stade monopoliste avancé, tandis qu'à la périphérie elle résulte dès l'origine des limites et des contradictions propres au développement périphérique : industrialisation insuffisante et chômage croissant, renforcement de la position à la rente foncière, etc... Frein à l'accumulation, cette hypertrophie des activités improductives - qui se manifeste notamment par celle des dépenses administratives - s'exprime dans le Tiers Monde contemporain par la crise quasi permanente des finances publiques.

4. La spécialisation internationale inégale est également à l'origine d'une distorsion à la périphérie en faveur des branches légères de l'activité, accompagnée du recours, dans ces branches, à des techniques modernes de production. Cette distorsion est à l'origine de problèmes particuliers qui imposeront à la périphérie des politiques de développement différentes de celles sur lesquelles s'est fondé le développement de l'Occident.

5. La théorie des effets multiplicatifs de l'investissement ne peut être étendue mécaniquement à la périphérie. La signification du multiplicateur keynésien correspond en effet à la situation du centre à l'étape des monopoles avancés, caractérisé par des difficultés de réalisation du surplus. Ni la thésaurisation, ni l'importation ne constituent à la périphérie des "fuites" qui réduiraient l'effet multiplicatif. C'est plutôt l'exportation des profits du capital étranger qui annule cet effet. En outre, la spécialisation inégale, et la forte propension à importer qui en découle, ont pour effet de transférer les effets des mécanismes multiplicatifs liés au phénomène d'"accélération" de la périphérie vers le centre.

6. L'analyse des stratégies des monopoles étrangers dans les pays sous-développés prouve que, tant que le dogme de son intégration au marché mondial n'est pas remis en cause, la périphérie est démunie de moyens d'action économiques à leur égard.

7. Le sous-développement se manifeste, non par le niveau du produit par tête, mais par des caractères structurels propres, qui obligent à ne pas confondre les pays sous-développés avec les pays développés considérés à un stade antérieur de leur développement. Ces caractères sont : 1° les inégalités extrêmes qui caractérisent la distribution des productivités à la périphérie dans le système des prix transmis du centre, inégalités qui découleront de la nature propre des formations périphériques et y commandent pour une large part la structure de la distribution du revenu ; 2° la désarticulation qui résulte, à la périphérie, de l'ajustement de l'orientation de la production conformément aux besoins du centre et qui empêche la transmission des bénéfices du progrès économique des pôles de développement à l'ensemble du corps économique ; 3° la domination économique du centre, qui s'exprime dans les formes de la spécialisation internationale (les structures du commerce mondial dans lesquelles le centre façonne la périphérie selon ses besoins) et dans la dépendance des structures du financement de la croissance à la périphérie (la dynamique de l'accumulation du capital étranger).

8. L'accentuation des caractères du sous-développement au fur et à mesure de la croissance économique de la périphérie débouche nécessairement sur le blocage de la croissance, c'est-à-dire l'impossibilité, quel que soit le niveau du produit par tête atteint, de passer à une croissance aut centrée et autodynamique.

9. Si, au centre, le mode de production capitaliste tend à devenir exclusif, il n'en est pas de même à la périphérie. Il en résulte que les formations de la périphérie sont fondamentalement différentes de celles du centre. Les formes de ces formations périphériques dépendent de la nature des formations précapitalistes de départ d'une part,

des formes et des époques de leur intégration au système mondial d'autre part. Cela permet de comprendre la différence essentielle qui oppose les formations périphériques aux "formations centrales jeunes", fondées sur la dominance du mode de production marchand simple et recelant pour cette raison un pouvoir d'évolution propre vers un mode de production capitaliste achevé. Quelles que soient les différences à l'origine, les formations périphériques tendent à se rapprocher d'un modèle typique, caractérisé par la dominance du capital agraire et commercial d'accompagnement (compradore). La domination du capital central sur l'ensemble du système, et les mécanismes essentiels d'accumulation primitive établis à son bénéfice qui traduisent cette domination, imposent au développement du capitalisme national périphérique d'étroites limites, qui dépendent en définitive des rapports politiques. Le caractère tronqué de la société nationale à la périphérie donne à la bureaucratie locale un ~~profil~~ ^{profil} spécifique apparent et des fonctions qui ne sont pas ceux des corps sociaux bureaucratiques et technocratiques au centre. Les contradictions propres au développement du sous-développement et la montée de couches petites-bourgeoises qui traduisent ces contradictions rendent compte de la tendance actuelle au capitalisme d'Etat. Cette voie nouvelle du développement du capitalisme à la périphérie ne constitue guère un mode de transition vers le socialisme, mais plutôt l'expression des formes d'avenir de l'organisation de rapports nouveaux centre-périphérie.

II. L'EXTRAVERSION DES ECONOMIES SOUS-DEVELOPPEES

L'extraversion ne doit pas être réduite à la prédominance quantitative des activités exportatrices dans les économies sous-développées : avec l'industrialisation par substitution d'importations, l'extraversion renouvelle en effet ses formes. Pourtant, jusqu'à présent cette prédominance quantitative des activités exportatrices reste, au plan des faits immédiats, caractéristique du monde sous-développé. On a vu que, si l'on considérait le monde développé et le monde sous-développé comme deux ensembles, les échanges commerciaux qu'ils entretiennent représentaient une proportion du revenu forte pour les

pays développés. Mais cette approche empiriste reste insuffisante. La distorsion en faveur des activités exportatrices dans l'allocation des ressources financières (investissements directs, infrastructure au service des régions et secteurs exportateurs, etc.) et humaines (orientation de la formation et de l'éducation en fonction des besoins de l'intégration dans le marché capitaliste mondial, etc...) donne à l'extraversion une dimension qualitative et affirme la dominance du secteur exportateur sur l'ensemble de la structure économique, soumise et façonnée en fonction des exigences du marché extérieur.

1. La genèse historique de l'extraversion.

Le commerce colonial.

La révolution industrielle a été précédée en Europe par une révolution agricole, laquelle a libéré une fraction de la main-d'oeuvre rurale, fourni le prolétariat et, en même temps, créé les conditions d'une industrialisation autocentrée : le surplus qui a permis de nourrir les villes. L'industrie nouvelle a ruiné l'artisanat ancien, mais, en même temps, elle y a puisé sa main-d'oeuvre. Ce double processus s'est accompagné de misère et de chômage ; il représentait néanmoins un progrès dans le développement des forces productives ; et l'équilibre socio-économique nouveau, émergeant de ce processus de transition au capitalisme central, est un équilibre supérieur à celui de la société précapitaliste de départ.

La transition au capitalisme périphérique est d'un modèle différent. La transformation de l'économie naturelle de subsistance en économie marchande n'est jamais le résultat spontané de l'offre de produits manufacturés nouveaux qui inciterait les paysans à produire des produits agricoles d'exportation pour satisfaire des besoins nouveaux. Comme l'ont montré les travaux de Rey et de Meillassoux, les mécanismes strictement économiques ne suffisent pas, parce que les structures sociales traditionnelles s'opposent à l'extension

des échanges marchands : la vitalité de la communauté villageoise, par exemple (la persistance du droit de tous les villageois à l'usage de la terre) rend inefficace les mécanismes simples de la concurrence qui ont joué un rôle déterminant dans la transition du féodalisme à l'économie capitaliste centrale en Europe. C'est pourquoi le pouvoir politique - ici, le pouvoir colonial - s'emploie à pousser à la "monétarisation de l'économie primitive", selon l'expression d'usage. Il s'agit là de moyens qui relèvent purement et simplement de la violence, donc de moyens de l'accumulation primitive. L'obligation de payer des impôts en espèces est le plus courant. Mais, dans la même gamme, il faut rappeler les "cultures obligatoires" : en Afrique tropicale, par exemple, les "champs du commandant", avec l'obligation de choisir des cultures d'exportation. A l'extrême, c'est tout simplement l'expropriation des cultivateurs : la création de "réserves", insuffisantes, de telle sorte que les paysans africains soient obligés d'aller vendre leur force de travail à la mine, l'usine ou la plantation européenne, s'inscrit dans ce cadre. Elle a joué un rôle déterminant en Afrique du Sud, en Rhodésie et au Kenya. Roy qualifie de "mode de production colonial" l'ensemble des relations économiques et politiques à cette étape de la transition.

Des distorsions spécifiques apparaissent dès lors, qui défigurent la société d'origine et lui font perdre son caractère traditionnel. D'une manière générale, les "biens de prestige", dans lesquels s'incorporait le surplus du mode traditionnel, peuvent désormais être achetés. Il en est ainsi par exemple des biens dotaux qui accompagnaient les échanges de femmes entre groupes sociaux. Cette mercantilisation des rapports précapitalistes devient un facteur puissant de pénétration des relations capitalistes. Elle oblige à aller à la recherche de l'argent, donc soit à se faire producteur marchand, soit à offrir sa force de travail. La terre tend d'elle-même à devenir l'objet d'une appropriation privée, à devenir une marchandise ; la rente foncière apparaît.

La transition à l'économie marchande en Europe s'était accompagnée d'un progrès des forces productives, car elle était le résultat d'une amélioration de la productivité du travail dans l'agriculture. Ici, on constate le plus souvent que l'augmentation du produit par homme s'accompagne d'une augmentation de la quantité de travail fourni. Tel est le cas de l'agriculture de l'Afrique tropicale où, presque toujours, les cultures d'exportation viennent s'ajouter aux cultures traditionnelles de subsistance et ne s'y substituent pas : on passe alors d'une civilisation fondée sur une certaine dose de travail annuel à une civilisation fondée sur une dose plus grande. Ce passage est pénible, parfois refusé ; d'où l'emploi de méthodes extra-économiques comme la culture forcée. La grande propriété a favorisé le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture marchande, et en a largement accaparé les bénéfices, sans grande amélioration de la productivité agricole. Dans ces conditions, le revenu monétaire primaire acquis ne suscite qu'une demande modeste de produits locaux et se porte principalement sur la demande de biens importés. L'extension du champ des échanges marchands concernant des productions locales est donc lente.

Cette déformation du mode traditionnel d'accès à la terre une fraction de la population, prolétarise, mais sans créer une demande qui permette l'emploi de cette surpopulation engendrée par la soumission des structures précapitalistes aux exigences du capital étranger. Cette absence d'issue par industrialisation autocentrée rend compte de l'augmentation de la "pression sur la terre", si fréquente dans le Tiers Monde. L'augmentation de la densité rurale entraîne une régression des techniques agricoles, car le mouvement du progrès dans l'agriculture se traduit en général par l'utilisation de plus de capital et, parallèlement, de moins d'hommes par hectare. La concentration de la propriété foncière et l'augmentation du taux de la rente foncière traduisent cette crise agraire, la perpétuent et la renforcent. Ainsi l'orientation extravertie condamne l'agriculture à la stagnation, parfois même à la régression.

Là où il existait un artisanat local prospère, sa destruction par la concurrence des produits manufacturés importés engendre une seconde régression, qu'il convient d'opposer au progrès que la destruction de cet artisanat par l'industrie locale a constitué en Europe. L'histoire de la ruine des artisanats indien et égyptien a été faite, notamment par Dutt, Clairmonte et Issawi. Tandis qu'en Europe la société retrouve un équilibre assurant l'emploi de sa force de travail, nous avons affaire ici à un équilibre régressif qui exclut du système productif une fraction de la force de travail.

L'investissement étranger.

Peu à peu se constituent ainsi les conditions de l'échange inégal, c'est-à-dire de la reproduction du sous-développement. La déformation des rapports agraires précapitalistes et la ruine de l'artisanat engendrent une urbanisation sans industrialisation. Les faibles niveaux de la rémunération du travail à un pôle, la concentration du capital à l'autre, vont encourager le capital extérieur à créer à la périphérie des secteurs modernes d'exportation.

Certes - à la différence des investissements privés nord-américains qui, au cours des deux dernières décennies, se sont portés pour plus de la moitié sur le pétrole et les mines - un tiers seulement des capitaux britanniques à l'extérieur sont investis dans les activités directement exportatrices : les services publics, les chemins de fer, le commerce et la finance représentent ensemble une fraction beaucoup plus forte des capitaux investis à l'extérieur. Certes, pour la France, la proportion des investissements dans les activités tertiaires est-elle encore plus importante : au XIX^e siècle, la grande masse des capitaux étrangers a été investie dans les prêts aux gouvernements, les services publics, le commerce, les chemins de fer, les banques. Cependant, on constate rapidement que les secteurs tertiaires généralement - qui ont reçu, avec les plantations et les exploitations minières, l'essentiel des capitaux en provenance du

centre, sont dans une très large mesure greffés sur l'économie exportatrice, dont ils constituent un complément nécessaire. Il en est ainsi de la plupart des transports (chemins de fer, ports, etc...), du commerce et des banques. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que ces capitaux n'ont guère été attirés par les industries destinées au marché interne : la part des investissements étrangers affectés à ces secteurs est de l'ordre de 15% du montant global des investissements étrangers dans le monde sous-développé.

Chez certains pays capitalistes de la périphérie -- notamment les pays pétroliers, miniers et certains pays à économie de plantations --, la masse des investissements étrangers se porte directement dans les secteurs exportateurs. Chez les autres, où l'activité exportatrice principale est l'agriculture indigène, ils n'apparaissent guère que dans le secteur tertiaire d'accompagnement. Il en résulte une grande inégalité dans le degré de pénétration du capital étranger. Ainsi Cuba avant la nationalisation (type d'économie de plantations), le Zaïre, la Zambie ou le Chili (types d'économies minières) ont reçu par tête de cinq à trente fois plus de capitaux que le Brésil, l'Indonésie, le Sénégal, l'Inde ou l'Egypte, et les pays pétroliers en ont reçu encore davantage.

Si, dans le second type de pays de la périphérie, une part importante des capitaux locaux ont été investis dans les activités exportatrices, le recensement de ces investissements est souvent sous-estimé lorsqu'il s'agit d'investissements diffus d'améliorations foncières. Ainsi, dans le cas de l'Egypte, l'agriculture, principale source d'exportations, a absorbé 30% des investissements bruts de la nation de 1882 à 1914, 12% de 1914 à 1937, 14% de 1937 à 1947, 4% de 1947 à 1960 et davantage depuis, avec la construction du Haut-Barrage. Ces investissements ont été décisifs dans la croissance, au moins jusqu'à la première guerre mondiale, à partir de laquelle l'industrialisation légère de substitution d'importation à pris le relais moteur : en 1882, l'agriculture absorbe 58% du capital national,

48% en 1914 et encore 21% en 1960. L'agriculture de colonisation en Afrique du Nord française, qui est également une agriculture d'exportation, a absorbé une fraction importante, bien que décroissante, des investissements : de 50 à 20% en Algérie entre 1880 et 1955, de 45 à 22% en Tunisie entre 1910 et 1955, de 26 à 13% au Maroc entre 1920 et 1955. Même en Afrique tropicale, où les investissements de mise en valeur agricole sont demeurés modestes par rapport aux investissements d'infrastructure, le capital local leur a apporté une contribution décisive. En Côte d'Ivoire, par exemple, de 1950 à 1965, l'agriculture d'exportation a absorbé 17% des investissements monétaires, investissements traditionnels en travail de défrichage exclus.

Jusqu'à la première guerre mondiale, une partie importante des capitaux en provenance de la vieille Europe ont été placés outre-mer dans la dette publique. A la ~~veille~~ de la deuxième guerre mondiale, la part de la dette publique des territoires coloniaux et des pays semi-coloniaux placés dans les grands marchés financiers d'Europe et d'Amérique du Nord allait de 40 à 100% du montant global de la dette publique de ces pays, et représentait de 15 à 70% des investissements étrangers. Ceux-ci correspondaient pour une large part aux dépenses publiques d'infrastructure occasionnées par l'intégration de la périphérie au marché mondial, dont les grands travaux d'irrigation entrepris par le khédivé Ismaïl en Egypte sont un exemple.

Après la deuxième guerre mondiale, l'emploi de ce que l'on appelle désormais l'"aide", si elle est variable d'un pays à l'autre, tend à faire une plus large place au financement de l'industrie, y compris celle dont le débouché est intérieur. La politique soviétique a joué ici un rôle important, amenant peu à peu l'Occident à réviser à son tour son attitude. Il reste que la doctrine formulée par la Banque mondiale, la B.I.R.D., stipule que l'investissement doit permettre une amélioration de la balance des paiements telle que puissent être garantis le remboursement de l'emprunt et le service

des profits. L'U.R.S.S. elle-même s'oriente dans cette direction depuis quelques années. Cela donne à la distorsion en faveur du marché extérieur une nouvelle dimension, dans le cadre d'une spécialisation internationale qui octroie aux pays de la périphérie certaines activités industrielles refusées naguère.

Au départ, dans le contact nouvellement établi entre le centre et la périphérie, si les salaires réels (ou les rémunérations réelles du travail) sont égaux, le centre, dont la productivité est plus élevée, peut exporter ; tandis que la périphérie n'est compétitive dans aucun domaine, et ne peut, elle, rien exporter, en dehors de produits agricoles exotiques ou de produits minéraux bruts. C'est sous cette forme que l'échange international a commencé : par les produits exotiques ; puis, lorsque les coûts des transports intercontinentaux ont été suffisamment réduits, par les produits bruts de l'extraction minière, ce qui exigera l'investissement de capitaux étrangers à une échelle inconnue jusqu'alors.

Après le commerce colonial, la création d'enclaves du capital étranger, particulièrement dans le secteur minier, n'engendre pas plus de demande monétaire de produits locaux, que l'échange colonial antérieur, car le revenu primaire distribué par ce type d'entreprises se volatilise pour une large part en fuites extérieures. Une partie importante des dépenses des entreprises étrangères se porte en effet directement sur le marché étranger : pour l'achat de matériel de production et pour le paiement des profits à exporter. De surcroît, une fraction du salaire payé localement ressortira à son tour lorsque les biens manufacturés demandés par les nouveaux ouvriers seront importés. Une part seulement de ce salaire se portera sur la demande locale (de produits alimentaires, notamment), qui jouera un rôle actif dans l'extension des relations marchandes.

Dans le cas de l'exploitation de la bauxite de Guinée par le complexe de Fria, par exemple, 12% seulement des dépenses totales d'investissement et 25% à peine de la valeur totale des exportations d'alumine restent dans le pays. Pour ce qui concerne l'exploitation du pétrole dans le Sahara algérien, les dépenses locales occasionnées par les investissements ne dépassaient pas 44% des dépenses totales ; encore la moitié de ces dépenses locales se transformaient-elles ensuite en importations. La part des dépenses locales contenue dans la valeur des exportations courantes de pétrole est encore plus faible : à peine 22%.

Dans le cas de la grande exploitation minière ou pétrolière, l'essentiel de la fraction de la dépense "monétaire primaire" qui reste sur place est finalement représenté par le revenu repris par l'Etat, sous forme de redevances ou d'impôts directs et indirects.

L'industrialisation par substitution d'importations.

L'industrialisation du Tiers Monde est conforme à un modèle de substitution d'importations selon un processus "remontant" des industries légères de consommation aux industries d'approvisionnement, puis d'équipement, alors que le processus de l'industrialisation du centre a été simultané, quand il ne "descendait" pas des industries lourdes d'équipement vers les industries de consommation situées en aval.

Cette industrialisation de la périphérie apparaît tardivement - entre les deux guerres pour l'Amérique latine, après 1945 pour l'Asie et l'Afrique. On ne saurait attribuer ce retard à l'exiguïté des marchés, due notamment aux rémunérations trop faibles, car la dépréciation de la rémunération du travail n'est pas en soi un obstacle à l'industrialisation. Le marché n'est pas composé seulement de biens de consommation : les biens de production y jouent un grand rôle. Des salaires bas signifient des profits élevés et donc la possibilité pour les entrepreneurs d'épargner et d'investir, c'est-à-dire

de créer le marché. En Europe, l'industrialisation s'est constituée à partir de salaires très bas au départ ; de même au Japon. Lorsque la productivité dans les entreprises créées à la périphérie est analogue à celle des pays du centre, les salaires plus bas y permettent un taux de profit plus élevé. Mais la condition de décalage entre les rémunérations du travail n'est devenue suffisante qu'à une époque où la concentration des industries au centre était elle-même fort avancée. Dans ces conditions, ce sont les mêmes monopoles qui exportent des marchandises vers les pays d'outre-mer et qui y investissent des capitaux. Ils cherchent à maximiser leur profit sur l'ensemble de leurs activités au centre et à la périphérie, ce qui les conduit à préférer investir à la périphérie dans les activités exportatrices. Quant aux capitaux locaux, insuffisamment centralisés, il n'ont pas la taille suffisante pour pouvoir concurrencer les monopoles étrangers. Ils vont donc choisir si possible les secteurs non concurrentiels mais complémentaires, notamment le commerce d'intermédiaire ou les services.

Dans la mesure où il existe une industrie destinée au marché local, elle s'adressera à un marché biaisé par le niveau bas des salaires, et se constituera en fonction de la demande des couches privilégiées, au détriment de celle des masses. D'un autre côté, les industries de substitution d'importations font appel à des techniques modernes trop capital-using pour pouvoir absorber le chômage engendré par l'agression du mode de production capitaliste, reproduisant par là même les conditions d'un marché où l'offre abondante de travail maintient les salaires à un niveau bas.

La généralisation du modèle d'industrialisation par substitution d'importation a ouvert des possibilités nouvelles au capital étranger sans modifier l'essence de l'extraversion. En commençant par la production de biens de consommation antérieurement importés, on se contente de substituer à ces importations celles de biens d'équipement et de biens intermédiaires. Une stratégie autocentrée doit

se fonder sur la création simultanée de biens de consommation et de biens d'équipement. Le commerce extérieur porte alors, à l'exportation comme à l'importation, sur des biens de consommation et des biens d'équipement, établissant ainsi les conditions d'un échange égal.

